

**BORDEREAU DE VERSEMENT AUX
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DU DOUBS**

Intitulé du service versant :	Préfecture du Doubs Direction de la réglementation et des enquêtes publiques Bureau de la réglementation des élections et des enquêtes publiques	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 5px;">N° de versement : 2062W</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">Métrage : 4,80 mètres linéaires</td> </tr> </table>	N° de versement : 2062W	Métrage : 4,80 mètres linéaires
N° de versement : 2062W				
Métrage : 4,80 mètres linéaires				

Date du versement : 5 juillet 2011	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 10%;"></td> <td>Exemplaire destiné au service versant</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">X</td> <td>Exemplaire destiné aux Archives</td> </tr> </table>		Exemplaire destiné au service versant	X	Exemplaire destiné aux Archives
	Exemplaire destiné au service versant				
X	Exemplaire destiné aux Archives				

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
	Sommaire du bordereau de versement			
1-35	Enquêtes publiques.	2006-2009		
1-15	Enquêtes publiques au titre de la Loi sur l'eau.	2006-2009		
16	Enquêtes publiques au titre d'une déclaration d'intérêt général (DIG).	2007		
17-35	Enquêtes publiques au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).	2006-2007		

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
1-35	Enquêtes publiques. Classement par catégorie d'enquête, puis chronologiquement par année, puis dans l'ordre alphabétique des communes. Les dossiers concernant des groupements de communes (syndicats, communautés de communes, communautés d'agglomération, etc.) sont classés à la fin de chaque année.	2006-2009		
1-15	Enquêtes publiques au titre de la Loi sur l'eau. Les décisions finales ne sont pas dans les dossiers. Elles sont prises suite à ces enquêtes par la Direction départementale des territoires (anciennement la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt). On trouve quelques enquêtes publiques au titre d'une déclaration d'intérêt général (DIG) dans cette partie, lorsqu'elles ont été menées conjointement avec celles au titre de la Loi sur l'eau sur une même affaire. Quand on trouve les 2 types d'enquête, cela est spécifié dans l'analyse.	2006-2009		
1-2	2006			
1	Besançon. - Réalisation d'un quai au port fluvial.			
2	Pouilley-Français. – Aménagement des ruisseaux du Pontot, du Rompré et du Cheucheu : enquête publique loi sur l'eau et DIG.			
3-10	2007			
3-5	Besançon.			
3-4	Voie des Mercureaux (contournement sud-ouest de Besançon, RN 57).			
	3 Dossier technique			
	4 Dossier administratif			
5	Microcentrale sur le barrage de la Malate			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
6	Bethoncourt. – Création de la zone d'aménagement concertée (ZAC) de la Bouloie.			
7	Blussans. - Restauration du ruisseau des Combes : enquête publique loi sur l'eau et DIG.			
8	Franois. - Construction d'un bassin de stockage des effluents			
9	Geneuille. – Création de la base de maintenance de la ligne à grande vitesse (LGV) Rhin-Rhône.			
10	Vorges-les-Pins. - Aménagement du ruisseau des Noues : enquête publique loi sur l'eau et DIG.			
11-14	2008			
11	Autoroute A36. – Élargissement à 2 fois 3 voies entre Montbéliard et Voujeaucourt.			
12	Exincourt. – Construction d'un ouvrage de surverse sur le réseau pluvial rue du Canal.			
13	Communauté de communes du Larmont. - Création de la zone d'activité des Gravilliers.			
14	Syndicat mixte de la Loue. - Aménagement d'une passe à poissons à Quingey : enquête publique loi sur l'eau et DIG.			
15	2009 Bonnétage. - Étangs du moulin.	2007		
16	Enquêtes publiques au titre d'une déclaration d'intérêt général (DIG). - Roset-Fluans. - Assainissement non collectif. Voir également aux articles 2, 7 10 et 14 du présent bordereau.			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
17-35	Enquêtes publiques au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les décisions finales ne sont pas dans les dossiers. Elles sont prises suite à ces enquêtes par la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (anciennement la Direction départementale des services vétérinaires) ou par la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (anciennement la Direction régionale de l'industrie et de la recherche).	2006-2007		
17-21	2006			
17	Besançon. - Centre hospitalier universitaire (CHU), régularisation de sa situation administrative au regard de la réglementation sur les ICPE.			
18	Gilley. – Porcherie, demande d'autorisation de création.			
19-20	Houtaud.			
19	Société « Carrières de Chaffois », demande d'autorisation d'exploiter une carrière sur Houtaud et Chaffois.			
20	Société « Carrières du Haut-Doubs », demande d'autorisation d'exploiter une carrière à Houtaud.			
21	Valentigney. – Association « Envie Franche-Comté », demande de régularisation et d'extension de l'activité de transit et de traitement de gros appareils électroménagers et de déchets d'équipements électriques et électroniques.			
22-35	2007			
22	Avanne-Aveney. - Société « Saria Industries Sud Est », demande d'autorisation d'extension de ses activités du centre de collecte et de transferts des déchets d'origine animale.			
23-24	Clerval.			
23	Société « Travaux Publics Mougey », demande d'autorisation d'exploiter et d'étendre une carrière de roches calcaires.			

Numéro de l'article	Description du contenu	Dates extrêmes	COM	Observations
24	Société « Plastival », régularisation de sa situation administrative au regard de la réglementation sur les ICPE.			
25	Dung. - Société « Gester Frères - dépannage 25 » ; demande de d'autorisation d'exploiter une installation de véhicules hors d'usage.			
26	Pouilley-les-Vignes. - Société « Nicollin », demande d'autorisation d'exploiter un centre de déchets industriels banals.			
27-28	Saint-Vit.			
27	Centre commercial « Système U », demande d'autorisation d'exploiter un entrepôt.			
28	Société de fabrication de charpentes industrielles, régularisation administrative au regard de l'évolution de ses activités.			
29-30	Sancey-le-Long.			
29	Scierie Jacquet, régularisation administrative des activités de l'établissement.			
30	Société « Carrières Duboz », demande d'autorisation de poursuivre et d'approfondir l'exploitation d'une carrière en roche massive.			
31	Septfontaine. – « Société civile d'exploitation agricole des sept fontaines », demande d'autorisation de créer une porcherie.			
32	Sombacour. – Société Roger Cuenot, demande d'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert.			
33	Surmont. –Entreprise Dominique Locatelli, demande d'autorisation d'exploiter et d'approfondir une carrière.			
34	Valdahon. - « Les Éleveurs de la Chevillotte », régularisation administrative de l'unité d'abattage de porcs à l'abattoir de Valdahon.			
35	Communauté d'agglomération du Grand Besançon (CAGB). - Autorisation de réaliser un affouillement en vue de la réalisation d'un bassin d'accostage à Deluz.			

Le chef du service versant :

Reçu les documents ci-dessus mentionnés

Besançon, le 5 juillet 2011

La Directrice des Archives départementales du Doubs

Nathalie VIDAL